

MISSION ATKINSON - JEAN SARBACH

Visite de personnalités scientifiques des pays du Pacifique Sud à Mururoa et Tahiti (dite "**Mission Atkinson**") du 24 octobre 1983 au 5 novembre 1983.

Jean SARBACH (Chargé de Mission, Représentant de L'IPSN en Polynésie Française du 01/07/1982 au 01/01/1986 et du ??/01/1992 au 01/01/1993) avec la collaboration de **Claude ARNOULD** (Chargé de Mission, Représentant de l'IPSN en Polynésie Française du 01/01/1986 au 01/01/1992).



Pendant les trente années (1966-1996) où il était opérationnel, le **Centre d'Expérimentation du Pacifique** (CEP) a reçu de très nombreux visiteurs.

Outre les visites protocolaires qui ont concerné les plus Hautes Autorités de la République ou de Tahiti [Territoire d'Outre-Mer (TOM)], le Centre a accueilli à de nombreuses reprises, pour des visites d'informations, des représentants de la presse écrite ou audiovisuelle, mais aussi des scientifiques français ou étrangers, pour des Missions d'expertises.

L'expertise complète du champ de tir, après la fin des essais nucléaires, demandée par le Gouvernement Français à l'AIEA, en 1996, est certainement celle qui a réalisé un bilan exhaustif de l'état radiologique et géo-mécanique des atolls d'expérimentations (**Mururoa** et **Fangataufa**).

Cependant, la mission en 1983 de personnalités scientifiques du Pacifique Sud, alors que le site était en pleine activité, est la première qui a permis à des experts étrangers de pratiquer des investigations et des prélèvements sur une base expérimentale couverte par le "**secret défense**".

C'est pour cette visite que le Représentant en Polynésie de l'IPSN (IPSN/EP¹) a été mis à contribution, aussi bien pour la préparation de la mission d'invitation auprès des pays invités que pendant la visite, et ensuite mettre en place la collaboration, souhaitée, tant par les autorités françaises que par les représentants étrangers dans le domaine de la radio écologie du Pacifique Sud.

En tant que représentant de l'IPSN/EP en 1983, le **Docteur Jean SARBACH** a accompagné **Monsieur Régis DEBRAY**, alors Conseiller Spécial du Président de la République (**Monsieur François MITTERRAND**) dans sa

mission d'invitation auprès des Gouvernements concernés.

Plus tard, avec le **Docteur Henri JAMMET**, il a contribué à la réception et à l'information des visiteurs étrangers à Mururoa et à Tahiti en leur présentant le **Laboratoire d'Étude et de Surveillance de l'Environnement (LESE)** de l'IPSN.

Le **Docteur Claude ARNOULD**, son successeur en 1986, a été un des fondateurs du SPERA "**South Pacific Environmental Radioactivity Association**" qui officialisait la Coopération de tous les laboratoires radio-écologiques du Pacifique Sud.

LA MISSION DE MONSIEUR REGIS DEBRAY, CONSEILLER DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE A TAHITI ET MURUROA DU 23 AU 27 MAI 1983

Le Conseiller du Président de la République venait en Polynésie pour s'informer sur la possibilité de donner suite à une demande du Premier Ministre de Nouvelle Zélande, **Monsieur MULDOON**, d'organiser une visite du Centre d'Expérimentation par des scientifiques des pays du Pacifique Sud. Cette demande avait été faite au cours d'une audience (le 9 Mai 1983) accordée au Premier Ministre par le Président de la République².

Il fallait donc que les visites des installations de Mururoa puis de Tahiti permettent au Conseiller du Président d'acquérir, grâce aux données fournies, une vision objective du niveau de sécurité des expérimentations, et de leurs conséquences locales ou régionales, en particulier sur les plans sanitaires et environnementaux, afin qu'il puisse se forger une opinion personnelle et préconiser ou non une visite des scientifiques étrangers.

¹ Institut de Protection et de Sureté Nucléaire/Échelon Polynésien

² Sur le perron de l'Élysée, le Premier Ministre Néo-Zélandais avait prétendu que le Président Français envisageait la fin des expérimentations, ce qui, à l'époque, avait déclenché une vive polémique et une mise au point démentant cette déclaration.

La visite de Mururoa prévoyait, outre des exposés sur la surveillance radiologique de l'atoll, l'assistance à un tir souterrain³.

Quant au programme de Tahiti, mis au point par un groupe de travail Armées/CEA, il prévoyait, outre la visite du LESE et du SMCB⁴ de Mahina (Tahiti), une réunion avec tous les spécialistes présents sur le Territoire, pour fournir, dans un minimum de temps, des informations et des données rigoureusement exactes, permettant à l'émissaire du Président de la République de se faire une juste idée de la situation et une appréciation objective des conséquences sanitaires des expérimentations.

Un point complet de la situation sanitaire et environnementale de la région a été fait par les responsables de la Santé Publique en Polynésie Française, du Service de Santé des Armées, de la surveillance médicale et de la sécurité du personnel employé sur les sites d'expérimentations. En outre deux médecins de l'Institut Territorial de Recherches Médicales Louis Malardé⁵ ont exposés les travaux de recherche en cours concernant, entre autres, la "ciguatera"⁶.

Convaincu de la bonne teneur du dossier français, **Monsieur Régis DEBRAY** avait quitté la Polynésie le 27 Mai 1983, en ayant émis le souhait, peu avant son départ, d'être accompagné par un responsable de la Surveillance Radiologique de la Polynésie Française, pour une tournée d'invitation dans les pays du Pacifique Sud.

C'est ainsi que le **Docteur Jean SARBACH** a été désigné pour faire partie de cette mission qui a fait escale à Tahiti le 13 Juin 1983.

MISSION GOUVERNEMENTALE DANS LE PACIFIQUE SUD DU 13 AU 23 JUIN 1983 (Source : rapport de Mission du Docteur Jean SARBACH)

Cette mission, dirigée par **Monsieur Régis DEBRAY**, Conseiller du Président de la République, comportait **Monsieur J.P. DUMONT**, Conseiller auprès du Ministre des Relations Extérieures (à l'époque : **Monsieur CHEYSSON**), et le **Docteur Jean SARBACH**, Chargé de Mission du Directeur de la Protection en Polynésie Française.

Monsieur Régis DEBRAY avait mission d'informer les pays visités des nouvelles dispositions arrêtées par le Gouvernement Français dans le domaine de l'information sur les conséquences des expérimentations nucléaires françaises dans le Pacifique Sud.

Il devait également faire part à ces pays de l'invitation officielle du Président de la République pour une mission d'information de leurs ressortissants scientifiques sur l'atoll de Mururoa.

Dans chacun des pays visités, Vanuatu, Fidji, Nouvelle-Zélande, Australie, Papouasie-Nouvelle-Guinée (plus des entretiens particuliers avec des représentants des Îles Samoa, du Kiribati, et de Tuvalu), **Monsieur Régis DEBRAY** et **Monsieur J.P. DUMONT** ont fait des exposés sur les sujets prévus et le **Docteur Jean SARBACH** intervenait à la demande du Chef de Mission, soit pour expliquer l'organisation de la Surveillance Radiologique de la Polynésie Française, soit pour répondre aux critiques concernant les risques radiotoxicologiques éventuels.

De plus, le **Docteur Jean SARBACH** a eu des entretiens particuliers avec les scientifiques des pays concernés qui le désiraient (essentiellement Fidji et Nouvelle Zélande).

Synthèse des critiques exprimées

Les critiques concernant les expérimentations françaises ont des origines différentes, plus ou moins prédominantes selon les pays visités.

Les critiques morales ou confessionnelles, largement alimentées par les représentants de l'Église Presbytérienne dominant au Vanuatu et aux Fidji.

Les critiques idéologiques (l'utilisation de l'atoll de Mururoa est une séquelle du colonialisme français) sont surtout le fait de pays ayant eu accès récemment à l'indépendance. Les critiques politiques sont plutôt du ressort de l'Australie (pour le parti Travailleurs, tenue d'une promesse électorale) et à un moindre degré de la Nouvelle-Zélande.

³ Le 23 mai 1983, M. Régis Debray a assisté au tir CINYRAS (<150 kt). Source : "Les atolls de l'atome" - B. Dumortier.

⁴ Échelon du Service Mixte de Contrôle Biologique (Armées/CEA) installé à Mahina (Tahiti).

⁵ Institut Territorial de Recherches Médicales, précédemment rattaché à l'Institut Pasteur.

⁶ Intoxication alimentaire consécutive à la consommation de poisson contaminé par une algue toxique (Dinoflagellé : Gambier discus toxicus, découverte par le Docteur R. Bagnis de l'Institut Malardé, qui était présent à la réunion). Cette algue se développe sur les coraux morts.

Quant aux critiques scientifiques, ou plus exactement pseudo scientifiques, elles sont très largement alimentées par des inexactitudes sur les statistiques épidémiologiques, voire par des absurdités sur le plan scientifique [exemple : intoxication du poisson (ciguatera) par les expérimentations]. Ces dernières critiques n'étaient pas partagées par les seuls scientifiques que le **Docteur Jean SARBACH** a pu rencontrer durant cette mission : le **Docteur ISINÉLI SAMISAMI**, Doyen de la Faculté de Médecine de Suva (Fidji) et le **Professeur ATKINSON**, responsable du "National Radiation Laboratory" de Christchurch (Nouvelle Zélande).

Le **Docteur ISINÉLI SAMISAMI**, Radiologue de formation, a dit que s'il connaissait la situation radiologique du Pacifique Sud, c'était grâce aux publications néo-zélandaises, et il regrettait que les Français ne fassent pas état de leurs résultats. Il espérait qu'on lui communiquerait ces résultats qu'il étudierait avec objectivité, mais il doutait que cela puisse désamorcer la campagne anti-nucléaire.

L'échange de vue avec le **Professeur ATKINSON**, futur chef de mission des scientifiques étrangers, a été plus long et plus complet. A sa demande, le **Docteur Jean SARBACH** a décrit l'organisation de la surveillance médicale et radiologique des travailleurs à Mururoa, l'organisation de la surveillance Radiologique de la Polynésie Française, les fonctions du LESE et un exemple de l'expression de nos résultats : le rapport de la République Française destiné à l'UNSCEAR "*Comité Scientifique des Nations Unies pour l'étude des rayonnements ionisants*".

Le **Professeur ATKINSON** s'était déclaré très surpris de l'existence de ce rapport (annuel). Il a regretté, comme son collègue des Fidji la non (plus exactement la mauvaise...) diffusion de ce rapport qu'il découvrait pour la première fois.

Bilan de la mission

Dans son rapport de mission, le **Docteur Jean SARBACH** avait préconisé une meilleure diffusion du travail considérable du CEA et de la DIRCEN pour la surveillance radiologique de la Polynésie Française et en particulier d'informer préférentiellement les experts agréés des pays du Pacifique Sud en leur transmettant les résultats de cette surveillance. Par ailleurs, il proposait de profiter de la visite des scientifiques de ces pays pour leur décrire les modalités de la surveillance médicale des travailleurs dans le nucléaire en France, donc sur les sites d'expérimentation, et de les informer des travaux réalisés à Tahiti sur la ciguatera.

La Nouvelle-Zélande et la Papouasie-Nouvelle-Guinée acceptèrent la mission. **COOK** et **NIUE** demandèrent à se faire représenter par la Nouvelle-Zélande. L'Australie conditionnait son accord à une plus grande possibilité d'échantillonnage sur les sites.

D'autres états du Pacifique Sud refusèrent leur participation, soit parce que leur opposition aux essais nucléaires étaient incontournable (Vanuatu) ; soit parce qu'ils ne disposaient pas de scientifiques compétents (Tuvalu, Kiribati).

Le 28 Septembre 1983, le Président de la République prononçait un discours à l'ONU dans lequel il informait l'assemblée que la France invitait des scientifiques étrangers à visiter les sites d'expérimentations.



Enfin, pour lever les derniers obstacles, une mission composée du Directeur des Centres d'expérimentations nucléaires (**Vice-Amiral FAGES**), du **Docteur Henri JAMMET** (Directeur de la Protection) et de **Monsieur MICHAUD** (Centre Essais CEA-DAM) se rendit en Nouvelle-Zélande en Octobre 1983, et un accord final permettait de fixer la durée du séjour sur le site, la composition et le programme de l'équipe multinationale de scientifiques qui allaient visiter Mururoa.

LA VISITE DE MURUROA ET DES INSTALLATIONS DU CEA A TAHITI DU 24 OCTOBRE AU 5 NOVEMBRE 1983

La délégation étrangère, en provenance de la Nouvelle-Zélande, à bord d'un appareil de la "Royal New Zealand Air Force", a été accueillie à Tahiti le 24 Octobre 1983 par le Haut-Commissaire de la France en Polynésie Française, par le Haut-Commissaire à l'Énergie Atomique, le **Professeur TEILLAC**, et par le **Vice-Amiral FAGES** Directeur des Centres d'Expérimentations Nucléaires (DIRCEN).



Les scientifiques étrangers ont embarqué le lendemain dans la Caravelle de l'ETOM "*Escadron de Transport d'Outre-Mer (Armée de l'Air)*" pour Mururoa où ils sont arrivés en début d'après-midi.

Composition des délégations

La mission scientifique était dirigée par le **Professeur ATKINSON**, Directeur du "Laboratoire National de Radiations" de Christchurch (Nouvelle Zélande). Elle comprenait :

- Le **Docteur Mac EWAN**, Chef de service au même laboratoire.
- Le **Docteur DAVIES**, Directeur de la Division Marine au "Bureau of Mineral Resources" (Australie).
- Le **Docteur DAVY**, Chef de la Division Science de l'Environnement à l'Atomic Energy Commission (Australie).
- Le **Docteur HILL**, titulaire de la chaîne de biologie à l'Université de Port-Moresby (Papouasie-Nouvelle Guinée).
- **Monsieur JAMIESON**, interprète au Ministère de la Défense de Nouvelle Zélande.

Le CEA et la DIRCEN avaient sollicité le concours de scientifiques nationaux pour participer aux débats.

Outre le **Professeur TEILLAC**, Haut-Commissaire du CEA et le **Docteur Henri JAMMET**, Directeur de la Protection, le **Professeur GOGUEL**, Professeur à l'Ecole Supérieure des Mines de Paris et le **Professeur GAUVENET**, Inspecteur Général pour la Sûreté et la Sécurité Nucléaires à l'EDF, étaient venus de métropole pour renforcer la délégation française et participer aux exposés et aux débats.

Déroulement de la visite

Les délégations scientifiques étrangères et françaises sont arrivées sur le site le 25 octobre 1983 dans l'après-midi. Après la réception d'accueil, les participants ont été conduits dans la salle de la BIA (Base Inter Armées) où avaient été installés les interprètes et le matériel de traduction simultanée. Les exposés préliminaires ont porté sur les doctrines nucléaires militaires et l'armement français (**Vice-Amiral FAGES**), sur la présentation du CEA et la sécurité nucléaire (**Haut-Commissaire TEILLAC**) et enfin sur l'organisation de la BIA (**Cl. MARTIN**).

Dès le lendemain, après un survol matinal de l'atoll à basse altitude, les responsables du Centre Essais et de la DIRCEN ont profité de la visite de leurs installations respectives pour décrire l'organisation de la sécurité du personnel civil et militaire, la radioprotection individuelle et collective, la surveillance radio-biologique et géo-mécanique de l'atoll, la technique des expérimentations nucléaires souterraines en zone centrale (essai "offshore" sous le lagon) et la gestion des déchets.

*"Pendant quatre jours à Mururoa (25-29 octobre 1983) la mission suivit un programme complet de présentations et des discussions, eut communication de données et d'informations locales"*⁷

La récolte d'échantillons physiques et biologiques qui était la principale préoccupation de la délégation a dû être momentanément différée, compte tenu des mauvaises conditions météorologiques, ce qui n'a pas été très bien compris par les experts étrangers qui croyaient voir, dans ce report, une réticence des autorités françaises.

Finalement, avec l'amélioration du temps, tous les échantillons (et même beaucoup plus que ce qui avait été prévu par le protocole) ont été prélevés le 28 octobre 1983.

"Les investigations sur le terrain comprirent la collecte de clams, de mollusques, d'algues de corail et de différentes espèces de poisson de récif dans la région de Viviane ainsi que des échantillons de végétation et de sol dans la partie Est de l'atoll" (Réf. 7).

Le **Professeur ATKINSON**, le **Docteur. HILL**, les Drs. **Henri JAMMET** et **Jean SARBACH** ont embarqué sur le BOCB "MARARA"⁸

⁷ CEA/DAM - Rapport de la mission scientifique **ATKINSON**
Traduction française - **L. MICHAUD**

⁸ Bâtiment Océanique de Contrôle Biologique [Marara : nom de l'exocet (poisson volant) en Tahitien]

Le bateau a quitté l'atoll à 01 heure du matin le 28 octobre pour participer à la pose d'une longue ligne japonaise⁹ et au mouillage de deux filets à plancton. Ces dispositifs relevés dans la matinée ont permis de capturer de nombreux poissons pélagiques et une bonne quantité de plancton.



Filet à plancton



Poissons pélagiques

"Ce parfait équipement du navire de recherche Marara permet une moisson de plancton et de poissons dans les eaux de l'Océan, au large du récif" (Réf. 7).

Tous les échantillons récoltés ont été répartis entre les scientifiques étrangers, le SCPRI et le LESE afin d'effectuer une inter-comparaison.

Après quatre jours à Mururoa, la mission est revenue à Tahiti et les derniers jours ont été consacrés à la visite des laboratoires ou installations dépendant du CEA ou du Territoire.

Le **Professeur ATKINSON** a donné une conférence de presse au siège du Haut-Commissariat de la République Française à Tahiti. Après une déclaration préliminaire ou il rappelait les circonstances dans lesquelles la visite avait été décidée, et son déroulement à Mururoa et Tahiti, il a répondu aux questions des journalistes présents.

Il faut noter que le SIRPA "*Service d'Information et de Relations Publiques des Armées*" a réalisé un excellent film documentaire sur cette visite, qui a été intégralement diffusé à RFO Tahiti.

Les visiteurs ont quitté la Polynésie le 5 Novembre 1983, grâce à un appareil de la RNZAF, ce qui a facilité le transport des quelques deux cents kilos d'échantillons prélevés.

Ambiance générale de la visite

Les experts étrangers n'avaient pas tous la même formation scientifique. Si trois d'entre eux (**ATKINSON**, **Mac EWAN**, **DAVY**) étaient des radio-écologistes, **DAVIES** était un spécialiste des écosystèmes coralliens, et **HILL** était un biologiste. C'est dire que pour répondre à leurs souhaits d'information, il a fallu établir un programme pluridisciplinaire et faire appel à de nombreux spécialistes. En fait, les scientifiques ne s'attendaient pas à recevoir autant d'informations, et pensaient que le but de leur mission était une simple visite et un prélèvement d'échantillons.

Leur première surprise, comme l'a confié **Monsieur JAMIESON**, interprète de la mission, a été le cadre du site d'expérimentation. Ils croyaient trouver "*des bunkers et des zones désolées, avec des conditions de vie se rapprochant de campagnes militaires*". C'est dire leur étonnement en constatant qu'ils partageaient l'hébergement et le confort de milliers d'employés dans les conditions d'un "*club Méditerranée*".

Le **Professeur ATKINSON** s'est efforcé de maintenir une bonne ambiance, et on peut supposer qu'il a dû modérer quelquefois ses coéquipiers qui voulaient des échantillons dans les plus brefs délais. Son successeur, à Christchurch, le **Docteur Mac EWAN**, était un de ceux qui sollicitait le plus de renseignements et de précisions. On pouvait penser, à ce moment de la visite, qu'il serait le plus critique vis-à-vis des thèses françaises [*ce qui est loin d'avoir été le cas (cf. infra)*].

Le **Docteur J.P. DAVIES** était un anglais naturalisé australien, spécialiste des coraux. Lui qui devait se contenter de quelques carottages ponctuels pour étudier la Grande Barrière d'Australie, a été abasourdi quand on lui a présenté une partie de la "carothèque" d'échantillons coralliens conservés à Mururoa. C'est le seul qui ait donné suite à l'invitation à venir en France, sur les sites du CEA, en particulier sur le Centre de Bruyères le Châtel, pour visiter la "carothèque" stockée sur ce centre.

"Le docteur J.P. DAVIES se rendit à Paris du 23 Mars au 7 Avril 1984. Le principal objet de cette visite fut l'examen de carottes de sondages de roches qui n'étaient pas disponibles lors de la mission en octobre 1983(...). Cette visite fut très précieuse pour approfondir les questions géologiques et en dégager des conclusions très élaborées ; dans certaines occasions, il fut communiqué même plus d'informations que ce qui était réellement demandé" (Réf. 7).

⁹ Procédé de pêche utilisant des hameçons montés en dérivation sur des filins entre des bouées, sur de très grandes longueurs (20 km et plus)

Quant au **Docteur HILL**, australien naturalisé papou, il a manifesté un grand intérêt pour les échantillons biologiques, et particulièrement pour les poissons de grande profondeur pêchés par le Marara.

Résultats de la visite

Le rapport de la mission, en anglais, est parvenu aux autorités françaises en fin du premier semestre 1984. (Voir les conclusions¹⁰)

Par ailleurs, le **Professeur ATKINSON** a publié un article relatant la visite qui a paru dans le "New Zealand International Review" de Mars-Avril 1984 (Réf. 7).

Enfin, quand la traduction française du rapport a été disponible on a pu vérifier, comme cela avait été reconnu par la DIRCEN et le CEA, que les visiteurs avaient réalisé un travail important et impartial.

Si, dans ce rapport, n'est pratiquement pas évoquée la qualité de la surveillance médicale du personnel (aucun des visiteurs n'était médecin), par contre, en ce qui concernait le LESE, on pouvait en extraire une double concordance :

- Concordance dans les résultats des analyses radiologiques des prélèvements.
- Concordance dans l'interprétation sanitaire de ces résultats.

L'équipe scientifique avait donc fait preuve d'une grande objectivité, et, même au plus fort des remous provoqués par l'affaire du Rainbow Warrior, Le **Docteur Mac EWAN** n'avait pas hésité d'aller à l'encontre de l'opinion publique de son pays en déclarant *"qu'il ne voyait aucun danger à aller passer des vacances en famille à Mururoa"*.



Un des souhaits exprimés par la délégation, auquel le Haut-Commissaire du CEA s'était associé, était d'établir des relations de travail et même une collaboration étroite avec leurs homologues français.

A partir de janvier 1986, les Autorités de l'État en métropole et sur le Territoire, incitaient fortement les unités scientifiques de Polynésie et de Nouvelle-Calédonie à développer leurs contacts avec leurs correspondants étrangers.

Après avoir accueilli en 1990 un scientifique Papou pour un stage, le LESE, grâce à des missions de l'ingénieur en chef du laboratoire (**M. POLETIKO**), a établi des échanges avec les laboratoires étrangers, portant sur les appareillages, inter calibrations et comparaisons des résultats publiés de part et d'autre.

Début 1991, un programme d'étude des radionucléides dans le plancton est lancé grâce à une collaboration ANSTO Sydney, NRL Christchurch, SMCB et LESE.

Ces développements de la coopération sont approuvés par le Ministre de la Recherche (**M. CURIEN**) et par le Haut-Commissaire du CEA.

L'idée d'une société savante prend forme et aboutit en 1991 à la création du SPERA "South Pacific Environmental Radioactivity Association".

Cette association scientifique indépendante permet de développer entre les laboratoires qui en sont membres, les échanges techniques et scientifiques concernant les appareillages, les méthodologies, les inter-calibrations et la validation des données environnementales acquises.

Le SPERA s'est réuni en 1992 à Dunedin (Nouvelle-Zélande) et à Canberra en 1994 (Australie).

Il s'est fortement développé et rassemble actuellement une centaine de scientifiques de tout le pourtour du Pacifique, ainsi que des experts français de l'IRSN et du CEA.



¹⁰ IPSN/EP - CR de la mission gouvernementale dans les pays du Pacifique Sud du 13 au 23 Juin 1983 - **Jean Sarbach**- Juillet 1983